

environ, le député, à l'instar du NPD, propose-t-il que le gouvernement continue de laisser accumuler la dette et de refiler la facture à nos enfants?

* * *

LA SOCIÉTÉ RADIO-CANADA

M. David Dingwall (Cape Breton—Richmond—Est): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Communications et porte sur la fermeture soudaine de la station de télévision de Radio-Canada à Sydney.

Avec la cession des activités de VIA Rail, la fermeture de la base des Forces armées canadiennes, les compressions imposées à Air Canada et l'effondrement de l'industrie de la pêche au Canada atlantique, l'économie de l'est de la Nouvelle-Écosse est dans un piètre état.

La fermeture de cette station de télévision entraîne la perte de dizaines d'emplois et prive la population de ma circonscription et de tout le Cap-Breton d'un lien spécial qui les unit au reste du pays.

Pourquoi le ministre est-il si résolu à démanteler une autre de nos institutions nationales et à supprimer d'autres emplois dans une région déjà aux prises avec de grandes difficultés économiques.

[Français]

L'hon. Marcel Masse (ministre des Communications): Monsieur le Président, la restructuration de la Société Radio-Canada a été analysée, étudiée et recommandée par plusieurs groupes d'étude et la Société Radio-Canada a pris les dispositions en ce sens. Il me fera plaisir d'expliquer plus en détail, lors de ma comparution devant le Comité parlementaire demain, les bases de cette décision.

[Traduction]

M. David Dingwall (Cape Breton—Richmond—Est): Ma question supplémentaire s'adresse toujours au même ministre. Le ministre n'est pas sans savoir que Radio-Canada a toujours été notre principal instrument pour faciliter et renforcer le sentiment d'unité nationale. Les habitants des régions moins favorisées du pays aimeraient que le gouvernement leur explique comment il atteindra cet objectif s'il abolit les institutions qui contribuent réellement à unir tous les Canadiens. Pourquoi le ministre est-il si résolu à anéantir cette institution nationale qu'est Radio-Canada, institution qui a déjà servi et peut encore servir à promouvoir l'unité nationale?

Questions orales

• (1450)

[Français]

L'hon. Marcel Masse (ministre des Communications): Monsieur le Président, le gouvernement a toujours considéré que la Société Radio-Canada jouait un rôle important à titre d'agence du gouvernement, un rôle important comme en tient l'ensemble des programmes mis au service des citoyens canadiens. C'est dans cet esprit d'ailleurs que le gouvernement s'est toujours assuré que la moyenne d'augmentation des revenus totaux de la Société Radio-Canada soit d'ailleurs supérieure à l'ensemble de la moyenne des programmes généraux du gouvernement. Toutefois, cela n'empêche pas la Société Radio-Canada, comme l'ensemble des autres réseaux privés, des quotidiens et des journaux du Canada, tout comme cela se fait dans la plupart des pays occidentaux, de s'ajuster en fonction du marché parce que notre société est peut-être basée sur l'unité mais également sur la liberté du marché, monsieur le Président.

* * *

[Traduction]

LES OTAGES

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg—Sud—Centre): Monsieur le Président, c'est au secrétaire d'État aux Affaires extérieures que je m'adresse.

Tous les Canadiens éprouvent immensément d'admiration pour le courage et la détermination dont ont fait preuve les Canadiens qui furent gardés en otage en Irak et au Koweït. Nous nous réjouissons tous, je pense, qu'ils aient pu rentrer chez eux pour la Noël. Pourtant, ils sont nombreux à éprouver les séquelles du traumatisme qu'ils ont subi. Qui plus est, ils sont nombreux à éprouver de très grandes difficultés financières du fait qu'ils ont été contraints d'abandonner leur emploi et leurs biens. Certains, suite à cette expérience pénible, ont du mal à se réadapter.

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures pourrait-il nous dire si le gouvernement est prêt à mettre des services et des ressources à leur disposition afin d'aider ces Canadiens d'une bravoure exceptionnelle à se réadapter à la vie chez nous, notamment en renonçant à se faire rembourser les frais de leur voyage de retour de l'Irak et du Koweït que son ministère les a forcés à acquitter? Le ministre pourrait-il prendre cet engagement à la Chambre aujourd'hui?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, il est indubitable que tous les Canadiens admirent le courage dont ont fait